

## **CHAPITRE IV : BALANCE DES PAIEMENTS ET DETTE EXTERIEURE**

La solidité marquée de la position financière extérieure nette de l'Algérie émerge comme élément pivot de la stabilité macroéconomique au cours des années 2007 et 2008 ; deux dernières années caractérisées par la crise financière internationale. En particulier, l'année 2008 a vu une accumulation soutenue et un niveau record des réserves officielles de change ainsi qu'un niveau très bas de la dette extérieure à moyen et long termes. Dans ce cadre, il importe de souligner que la très forte réduction de la dette extérieure en 2006, sous l'effet des importants remboursements par anticipation de la dette extérieure auprès du Club de Paris et du Club de Londres, constitue un élément appréciable de sauvegarde vu l'apparition, dès août 2007, des premiers indices de la crise financière internationale et son intensification depuis septembre 2008.

Si ces éléments de sauvegarde ont largement contribué à limiter le risque de contagion financière pure pour l'Algérie, il est utile de noter que la très forte contraction des financements extérieurs et le durcissement de leurs conditions, à partir de 2008, constituent un "choc" externe de grande ampleur pour une grande partie des pays émergents et en développement.

Pour sa part, l'économie algérienne a commencé à subir, à partir du quatrième trimestre 2008, le choc externe inhérent à la chute des prix des hydrocarbures en tant que canal de transmission des effets de la récession des économies avancées et de l'intensification de la crise financière internationale.

### **IV.1 - BALANCE DES PAIEMENTS ET MARCHE DES CHANGES**

En matière de position financière extérieure nette de l'Algérie, l'année 2008 s'est caractérisée par une performance historique qui intervient dix ans après la fin de la période d'ajustement et

de rééchelonnement (1994-1998). En tant que socle pour le retour à l'équilibre macro financier, la viabilité de la balance des paiements a été rétablie dès le début des années 2000 et ce, pour la première fois, après le choc externe de 1986.

La consolidation soutenue de la viabilité de la balance des paiements au cours des années 2001 à 2008 a été renforcée par l'environnement externe favorable en terme d'évolution des prix des hydrocarbures. Si l'économie algérienne reste fortement tributaire des exportations d'hydrocarbures, la balance des paiements a enregistré en 2008 un nouvel élément de vulnérabilité représenté par l'envolée des importations des biens et services.

#### **IV.1.1 - Situation de la balance des paiements : une viabilité renforcée**

Après un excédent de la balance courante record au premier semestre 2008 (21,04 milliards de dollars), la balance des paiements a encore enregistré des performances appréciables au second semestre de l'année 2008 avec un excédent de la balance courante de 13,41 milliards de dollars. Cet excédent a atteint 34,45 milliards de dollars pour toute l'année 2008, soit 20,2 % du produit intérieur brut, en dépit de la forte baisse des prix mondiaux d'hydrocarbures au quatrième trimestre et de la poursuite du trend haussier des importations des biens et services au second semestre.

L'excédent de la balance courante des paiements réalisé en 2008 (34,45 milliards de dollars) représente une performance bien meilleure que celle de l'année 2007 (30,54 milliards de dollars), pendant que l'excédent en la matière pour ces deux années a dépassé 20 % du produit intérieur brut. L'excédent global record de l'année 2008 a représenté le double du surplus de l'année 2006 (17,73 milliards de dollars), alors que les importations des biens et services ont doublé.

Pour l'année 2008, avec des prix moyens du baril de pétrole en hausse de 33 % par rapport à l'année 2007, les exportations d'hydrocarbures s'élèvent à 77,19 milliards de dollars,

correspondant à une augmentation de 17,58 milliards de dollars (29,5 %) par rapport à l'année 2007 (59,61 milliards de dollars). Les exportations des hydrocarbures du second semestre 2008 sont évaluées à 35,49 milliards de dollars contre 32,67 milliards de dollars au second semestre 2007, alors qu'elles avaient atteint le montant de 41,70 milliards de dollars au premier semestre 2008.

L'effet prix est le principal déterminant de cette évolution, à mesure que le prix moyen du pétrole a reculé à 88,22 dollars/baril au second semestre 2008, après un passage de 74,95 dollars en 2007 à 111,51 dollars au premier semestre 2008. Si en 2007, le prix des hydrocarbures a eu une progression d'environ 26 % au second semestre 2007 par rapport au premier semestre, il importe de souligner que les cours du baril de pétrole brut ont fortement baissé à partir de juillet 2008, passant de 111,51 dollars le baril au premier semestre à 88,22 dollars au second semestre. Cela confirme la variabilité importante des prix du pétrole observée récemment.

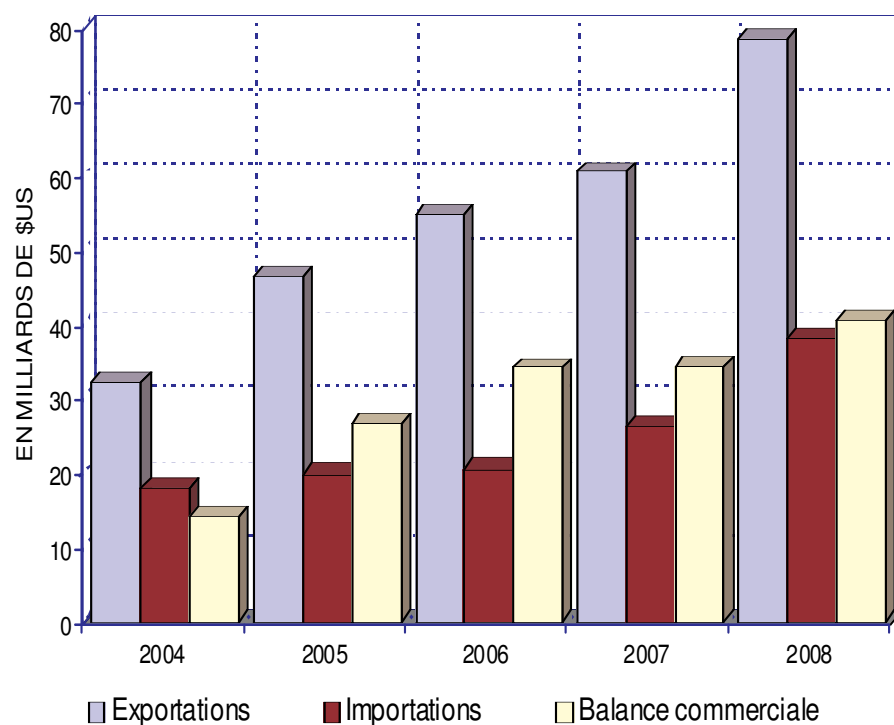
Après un "pic" historique à plus de 145 dollars/baril au cours de la seconde semaine de juillet 2008, le prix du Brent a chuté au second semestre, ayant même atteint un point bas de 35 dollars vers la fin décembre 2008, vu la détérioration continue des perspectives économiques mondiales.

En effet, l'impact négatif du choc externe représenté par la forte baisse des prix des hydrocarbures au quatrième trimestre 2008, corrélative à l'entrée en récession des économies avancées, confirme la dépendance de l'économie nationale à l'égard des exportations d'hydrocarbures, car la chute des cours de ces produits pèse de facto sur sa capacité d'épargne. Les indicateurs en la matière du quatrième trimestre 2008 traduisent l'effet de la crise économique mondiale sur l'Algérie à travers la baisse des prix et de la demande des hydrocarbures, d'autant plus que les exportations d'hydrocarbures en volume au second semestre 2008, ont été inférieures à leur niveau du second semestre 2007 pour plus de 4 %.

## BALANCE DES PAIEMENTS

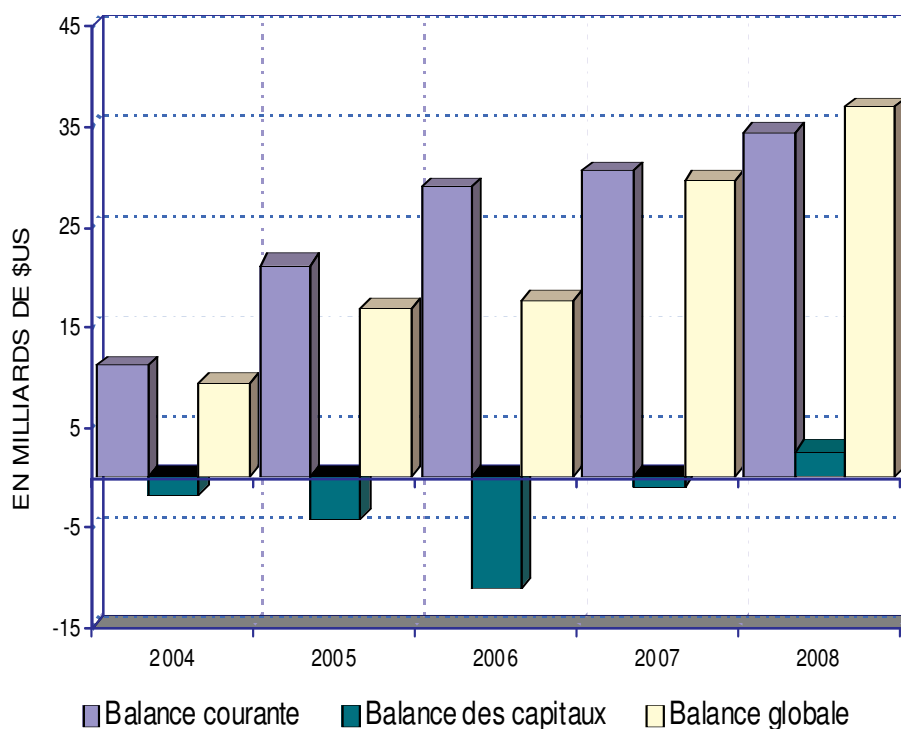
GRAPHIQUE 7

### COMMERCE EXTERIEUR



GRAPHIQUE 8

### SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS



Pendant que les comptes extérieurs restent fortement affectés par la volatilité des prix du pétrole, avec un excédent du compte courant extérieur qui n'est plus que de 1,61 milliard de dollars au quatrième trimestre 2008, sous l'effet d'un prix du pétrole brut de seulement 56,59 dollars/baril en moyenne sur le quatrième trimestre contre 115,91 dollars/baril au troisième trimestre, la contribution des exportations hors hydrocarbures en 2008 avec une performance moindre au second semestre, 0,53 milliard de dollars contre 0,87 milliard de dollars au premier semestre, représente une contribution encore très faible à la viabilité de la balance des paiements courants, surtout dans ce contexte de très forte augmentation des paiements au titre des importations des biens et services.

L'année 2008 a été marquée par une envolée des importations des biens et services, après la forte augmentation en la matière de l'année 2007. Si les importations de biens, quant à elles, s'étaient déjà accrues de 27,4 % en 2007, l'année 2008 enregistra une envolée à en juger par la très forte expansion (44,2 %). Ainsi, leur niveau a atteint 19,65 milliards de dollars au second semestre 2008 contre 18,34 milliards de dollars au premier semestre 2008, totalisant 37,99 milliards de dollars pour l'année, alors que leur montant était de 13,92 milliards de dollars au second semestre 2007. Il est utile de souligner que le premier semestre 2008 a été marqué par la résurgence de l'inflation mondiale tirée par une envolée des prix des produits de base et des matières premières qui ont atteint des niveaux historiquement élevés, en termes réels, des vingt dernières années.

Pour le second semestre 2008 et par rapport à la même période de l'année 2007, l'augmentation des importations est importante aussi bien pour les produits alimentaires (42,4 %) que pour les biens d'équipement industriels et agricoles (40,9 %) et les demi-produits (41,5 %). Si la forte augmentation de l'importation des produits alimentaires est due en grande partie à l'envolée des prix de ces produits sur les marchés internationaux, celle des biens d'équipement et des demi-produits s'explique par la forte demande des agents économiques. L'augmentation du rythme de réalisation du programme d'investissements publics a alimenté

## BALANCE DES PAIEMENTS

	2004	2005	2006	2007	2008
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)				
<b>Solde extérieur courant</b>	<b>11,12</b>	<b>21,18</b>	<b>28,95</b>	<b>30,54</b>	<b>34,45</b>
Balance commerciale	14,27	26,47	34,06	34,24	40,60
Exportations, ( f.o.b.)	32,22	46,33	54,74	60,59	78,59
Hydrocarbures	31,55	45,59	53,61	59,61	77,19
Autres	0,67	0,74	1,13	0,98	1,40
Importations, (f.o.b.)	-17,95	-19,86	-20,68	-26,35	-37,99
Services, hors revenus des facteurs, net	-2,01	-2,27	-2,20	-4,09	-7,59
Crédits	1,85	2,51	2,58	2,84	3,49
Débits	-3,86	-4,78	-4,78	-6,93	-11,08
Revenus des facteurs, net	-3,60	-5,08	-4,52	-1,83	-1,34
Crédits	0,99	1,43	2,42	3,81	5,13
Débits	-4,59	-6,51	-6,94	-5,64	-6,47
Paiements des intérêts	-1,29	-1,03	-0,76	-0,23	-0,19
Autres	-3,30	-5,48	-6,18	-5,41	-6,28
dont: part des associés de compagn. na	-3,12	-4,74	-5,29	3,90	-4,56
Transferts, net	2,46	2,06	1,61	2,22	2,78
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>-1,87</b>	<b>-4,24</b>	<b>-11,22</b>	<b>-0,99</b>	<b>2,54</b>
Compte de capital			-0,01		
Investissements directs (net)	0,62	1,06	1,76	1,37	2,33
Capitaux officiels (net)	<b>-2,23</b>	<b>-3,05</b>	<b>-11,89</b>	-0,77	-0,43
Tirages	2,12	1,41	0,98	0,51	0,84
Amortissements	-4,35	-4,46	-12,87	-1,28	-1,27
Erreurs et omissions (net)	-0,26	-2,25	-1,08	-1,59	0,64
dont: Solde monnaie fiduciaire			-0,13	0,36	
Solde Crédits à court terme			0,06	-1,13	
<b>Solde global</b>	<b>9,25</b>	<b>16,94</b>	<b>17,73</b>	<b>29,55</b>	<b>36,99</b>
<b>Financement</b>	<b>-9,25</b>	<b>-16,94</b>	<b>-17,73</b>	<b>-29,55</b>	<b>-36,99</b>
Augmentation des réserves brutes (-)	-8,88	-16,31	-17,73	-28,27	-36,53
Rachats au FMI	-0,37	-0,63	0,00	0,00	0,00
Autres créances produits de placement à recevoir				-1,28	-0,46
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	43,11	56,18	77,78	110,18	143,10
En mois d'importations des biens et services non facteurs	<b>23,72</b>	<b>27,36</b>	<b>36,66</b>	<b>39,73</b>	<b>34,99</b>
Valeur unitaire des Exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	38,66	54,64	65,85	74,95	99,97

ce processus qui est dommageable pour la balance des paiements à moyen terme, dans ce contexte de crise économique mondiale.

Un autre élément de vulnérabilité pour la balance des paiements est représenté par l'emballement, en 2008, des services non facteurs importés, après l'augmentation significative au titre de l'année 2007. Les services non facteurs importés sont passés de 4,784 milliards de dollars en 2006 à 6,930 milliards de dollars en 2007 et à 11,076 milliards de dollars en 2008. Ainsi, les services non facteurs importés se sont accrus de 59,8 % en 2008 par rapport à 2007.

En données semestrielles, les importations de services non facteurs ont atteint 5,94 milliards de dollars au second semestre 2008 contre 6,93 milliards de dollars pour l'année 2007 (dont 3,63 milliards de dollars au second semestre). Leur niveau était de seulement 4,78 milliards de dollars en 2006. Pour le second semestre de l'année 2008, les services de transport maritimes et aériens, les services du bâtiment et travaux publics et les services techniques représentent 84,56 % des importations en la matière alors que ce taux était de 77,3 % pour le second semestre 2007.

Si l'augmentation des services importés au titre de la rubrique transport (3,115 milliards de dollars en 2008 contre 2,150 milliards de dollars en 2007) est liée à la forte augmentation des importations de biens, la forte croissance des deux principaux autres services importés "services bâtiment et travaux publics" (2,658 milliards de dollars en 2008 contre 1,540 milliard de dollars en 2007) et "services techniques aux entreprises" (3,413 milliards de dollars en 2008 contre 1,690 milliard de dollars en 2007) s'explique principalement par les importations de services au titre des infrastructures publiques, c'est-à-dire dans le cadre de la réalisation du budget d'équipement de l'Etat, et par certaines entreprises du secteur des hydrocarbures. Leurs importations de services techniques (prestations d'études, différentes assistances techniques,...) ont quasiment triplé en 2008.

Au total, le niveau exceptionnellement très élevé de la demande d'importations des biens et services en 2007 et 2008 n'est pas en phase avec l'évolution des fondamentaux économiques et les perspectives de la balance des paiements, à mesure que l'économie algérienne reste fortement tributaire des exportations d'hydrocarbures.

Sous l'angle des autres transactions courantes avec le reste du monde, le solde des revenus des facteurs et celui des transferts courants ont enregistré une amélioration en 2008. La rubrique revenus des facteurs (nets) qui avait atteint un déficit record de 5,08 milliards de dollars en 2005, sous l'effet principalement des transferts des associés de l'entreprise nationale des hydrocarbures, a enregistré une nette amélioration en 2007 et 2008 où le déficit est, respectivement, de seulement 1,83 milliard de dollars et 1,34 milliard de dollars. Une telle amélioration des revenus des facteurs s'explique dans une large mesure par la forte augmentation des revenus des investissements de l'Algérie à l'étranger, essentiellement les revenus au titre des placements des réserves officielles de change par la Banque d'Algérie. Quant aux transferts courants (nets), dont les transferts des retraites, qui avaient enregistré une diminution en 2006, par rapport au trend des années 2004-2008, l'année 2008 se distingue par un solde positif appréciable (2,78 milliards de dollars) en la matière.

Par ailleurs, il importe de souligner que les acquis résultants de la stratégie de désendettement extérieur conduite entre 2004 et 2006 se sont matérialisés, dès le second semestre 2008, par un excédent du compte capital et opérations financières. C'est la première année où le compte capital et opérations financières réalise un solde positif qui contribue à la viabilité de la balance des paiements, sous l'effet d'une augmentation significative des investissements directs étrangers en 2008. La rubrique investissements directs étrangers (nets) est estimée à 2,33 milliards de dollars pour 2008, dont 1,26 milliard de dollars au second semestre 2008 contre 1,07 milliard de dollars au premier semestre 2008, alors que l'année 2007 avait enregistré 1,37 milliard de dollars de flux nets d'investissements directs étrangers.

L'augmentation de mobilisations de crédits extérieurs en 2008, notamment au titre de la dette inférieure à un an et liée aux importations, a également contribué à l'excédent du compte capital. Cette nouvelle situation d'excédent du compte capital, à mesure que la balance des paiements de l'Algérie n'a pas enregistré de surplus de compte capital depuis 1990, constitue un élément de "sauvegarde", dans le contexte actuel de grave crise financière internationale.

Il est utile de rappeler que la très forte contraction des financements extérieurs et le durcissement de leurs conditions, inhérentes à la crise financière et à la propagation de ses effets, constituent un choc externe de grande ampleur pour une grande partie des pays émergents et en développement. Aussi, les flux nets de crédit du secteur privé (institutions financières,...) aux pays émergents et en développement se sont effondrés, affectant très négativement les monnaies de ces pays malgré leurs interventions sur les marchés de change en utilisant leurs réserves de change.

L'excédent du compte capital et opérations financières de la balance des paiements de l'Algérie en 2008 représente une performance particulière qui permet au pays de faire face au "choc externe" de grande ampleur inhérent à la situation de très forte contraction des financements extérieurs pour les pays émergents et de durcissement de leurs conditions. C'est également un important élément de sauvegarde, vu la gravité de la crise financière internationale et sa persistance.

Au total, l'excédent global de la balance des paiements (36,99 milliards de dollars) est ancré sur la performance particulière du compte courant, mais également sur la situation nouvelle d'excédent du compte capital. L'excédent global enregistré au second semestre 2008 (17,31 milliards de dollars) se situe entre la performance du second semestre 2007 (16,98 milliards de dollars) et celle du premier semestre 2008 (19,68 milliards de dollars). Cette performance historique conforte davantage la position financière extérieure de l'Algérie et alimente, en conséquence, les réserves officielles de change. L'encours des réserves officielles de change a atteint, ainsi, 143,102 milliards

de dollars à fin décembre 2008. Il était passé de 77,781 milliards de dollars à fin 2006 à 110,180 milliards de dollars à fin 2007 et 133,235 milliards de dollars à fin juin 2008. Cependant, vu l'emballlement des importations des biens et services en 2008, le taux de couverture des importations de biens et services par les réserves officielles de change n'est plus que de près de 35 mois ; ce taux ayant enregistré un "pic" de près de 40 mois en 2007.

Sous l'angle de la consolidation de la position financière extérieure nette de l'Algérie, il est utile de noter que l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes a encore reculé en 2008 pour atteindre 4,282 milliards de dollars en fin de période contre 4,889 milliards de dollars à fin 2007, après la forte réduction de l'année 2006. Cela témoigne du succès de la conduite de la stratégie de désendettement extérieur de l'Algérie qui a été complétée quelques mois avant l'avènement de la crise financière internationale.

Vu la gravité de la crise financière internationale et l'entrée en récession des économies avancées au quatrième trimestre 2008, avec une propagation de leurs effets négatifs sur les économies émergentes et les économies en développement dès octobre 2008, le niveau important des réserves officielles de change et la stabilisation du taux de change effectif réel du dinar constituent pour l'Algérie des instruments importants de protection face à ces "chocs" externes historiques.

Cependant, le challenge reste d'asseoir durablement une compétitivité externe hors hydrocarbures pour soutenir la viabilité à moyen et long termes de la balance des paiements. Dans cet objectif, la politique de taux de change doit être accompagnée par d'autres mesures de politique économique visant à accroître la productivité et la diversification de l'économie nationale.

#### **IV.1.2 - Marché interbancaire et taux de change**

Dans le cadre de la libéralisation du régime des changes et en phase avec l'amélioration de la balance des paiements, le marché interbancaire des changes a été mis en place par la Banque

d'Algérie dès le début de 1996. Parallèlement, le processus de convertibilité du dinar pour les transactions internationales courantes a été complété en 1997 lorsque l'Algérie a adopté les dispositions de l'article VIII des statuts du Fonds Monétaire International.

La poursuite de l'équilibre des prix relatifs est l'ancrage pour une stabilité macro-économique durable retrouvée à partir du début des années 2000, car l'analyse du cycle long confirme que l'Algérie a connu, dans le passé, une longue période (1986-1998) de déséquilibres financiers et d'ajustements corrélatifs dommageables pour la croissance et le développement économique.

La politique de change de l'Algérie a pour objectif, depuis la fin des années 1990, la stabilisation du taux de change effectif réel de long terme du dinar à sa valeur d'équilibre déterminée par les fondamentaux de l'économie nationale. Le taux de change effectif réel est un indicateur synthétique englobant les échanges commerciaux de l'Algérie avec quinze de ses principaux pays partenaires commerciaux représentant 88 % des échanges globaux de l'année de base (1995). Aussi, la politique de gestion du taux de change par la Banque d'Algérie s'inscrit dans le cadre de la politique dite de flottement dirigé du taux de change du dinar vis-à-vis des principales devises, monnaies des plus importants partenaires commerciaux de l'Algérie.

Par ailleurs, sous l'angle de l'offre, la Banque d'Algérie est le principal intervenant sur le marché interbancaire des changes, à mesure qu'une très grande partie des recettes d'exportation des hydrocarbures alimente les réserves officielles de change gérées par la Banque d'Algérie. En effet, avec l'augmentation graduelle des avoirs en devises des banques et établissements financiers, la Banque d'Algérie reste la principale source de devises offertes sur le marché interbancaire des changes où la détermination des cours, applicables aux opérations conclues suivant les règles et usages internationaux, relève des mécanismes de marché.

En 2008, la politique de taux de change est bien en phase avec la stabilité externe, elle même ancrée sur une solidité marquée de la position financière extérieure nette de l'Algérie. La politique de taux de change conduite par la Banque d'Algérie, de manière flexible, sert donc l'économie nationale. Sous l'angle opérationnel, la Banque d'Algérie intervient sur le marché interbancaire des changes pour veiller à ce que le mouvement du taux de change nominal n'affecte pas l'équilibre de long terme du taux de change effectif réel du dinar.

Tout comme au premier semestre 2008, la Banque d'Algérie a poursuivi au second semestre 2008, la stabilisation du taux de change effectif réel du dinar, dans un contexte international caractérisé par l'extrême volatilité sur les marchés financiers, monétaires et des changes et par les incertitudes de l'évolution de l'inflation au niveau mondial, notamment, des pays partenaires de l'Algérie. Ce qui a nécessité un suivi plus particulier de l'évolution à court terme des prix relatifs, pendant que le dollar américain s'est apprécié par rapport à l'euro, selon les cours mensuels moyens, au cours du second semestre 2008. L'année 2008 a été caractérisée par une forte volatilité des prix à la consommation et des taux de change des pays partenaires, conjuguée à la baisse au second semestre d'un des fondamentaux de l'économie nationale représenté par le prix du pétrole brut.

L'appréciation du dinar, quant à lui, par rapport au dollar américain, notamment aux second et troisième trimestres 2008, conjuguée à un effet de balancier en matière d'évolution du cours dinar/euro, dépréciation au premier trimestre suivie d'une appréciation au cours des trois trimestres suivants de 2008, ont conduit à une consolidation à court terme du taux de change effectif réel du dinar. Les interventions de la Banque d'Algérie sur le marché interbancaire des changes engendrant une correction de la parité du dinar contre les autres monnaies, ce qui a permis la correction de l'effet anticipé de la variation des prix relatifs sur l'équilibre du taux de change effectif réel.

Au total, le taux de change effectif réel à fin 2008 est resté proche de l'équilibre, avec une appréciation de 1,58 % en

moyenne annuelle. Une telle appréciation résulte de l'appréciation du taux de change effectif nominal (2,58 %), en contexte de volatilité, au cours de l'année, des prix relatifs.

#### **IV.2 - EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE : RENFORCEMENT DE LA SOUTENABILITE**

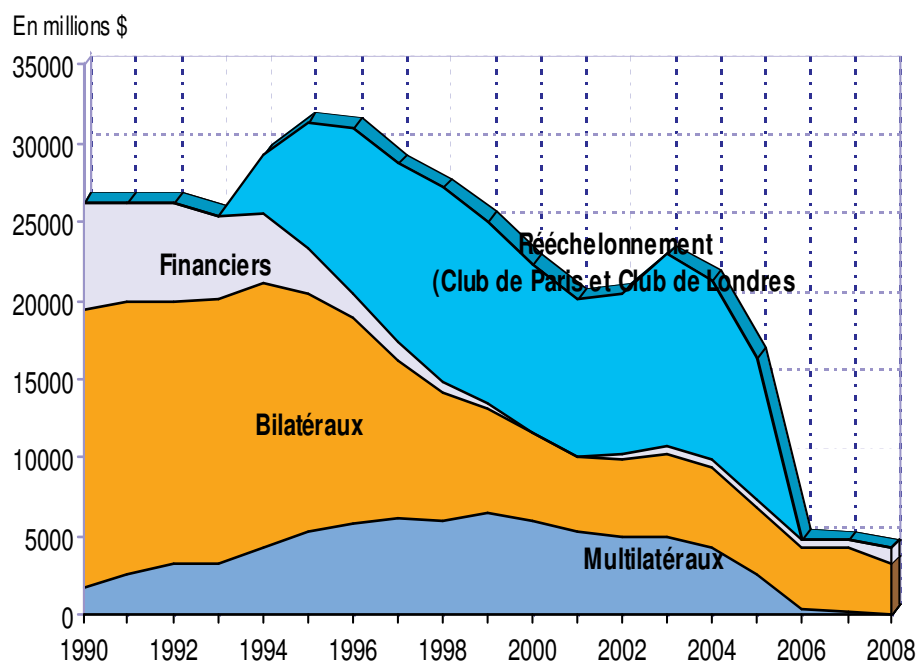
L'Algérie a connu une longue période de vulnérabilité inhérente au poids de la dette extérieure et ce, à partir de 1986-1987. Aussi, le poids de l'endettement extérieur avait atteint des niveaux excessifs et insoutenables au début des années 1990. En particulier, le ratio de service de la dette extérieure a dépassé 100 % au premier trimestre de l'année 1994, année au cours de laquelle l'encours de la dette extérieure a atteint 70 % du produit intérieur brut. Ce qui a amené l'Algérie à recourir au rééchelonnement de sa dette extérieure auprès du Club de Paris et du Club de Londres, dans le cadre des programmes d'ajustement avec le Fonds Monétaire International (1994 à 1998).

Après le rééchelonnement de la dette extérieure auprès du Club de Paris et du Club de Londres, l'amélioration de la position financière extérieure de l'Algérie à partir du début des années 2000 a permis de ramener les indicateurs de la dette extérieure à des niveaux soutenables, particulièrement depuis 2004.

La poursuite des remboursements par anticipation au cours de l'année 2005 et leur accélération en 2006 a permis une forte réduction de la dette publique extérieure, témoignant du succès de la politique de désendettement extérieur de l'Algérie et du niveau de sécurité financière extérieure. La situation de la dette extérieure de l'Algérie en 2008 confirme cette performance, d'autant plus que la crise financière internationale a connu une intensification avec une contagion très rapide, à partir de septembre 2008, aux pays émergents et en développement. Pour faire face au lancinant problème de financements extérieurs de certains de ces pays qui se trouvent confrontés à des problèmes de liquidité sur les marchés mondiaux des capitaux, le Fonds Monétaire International a mis en place dès octobre 2008 la "facilité de liquidité à court terme", permettant un décaissement

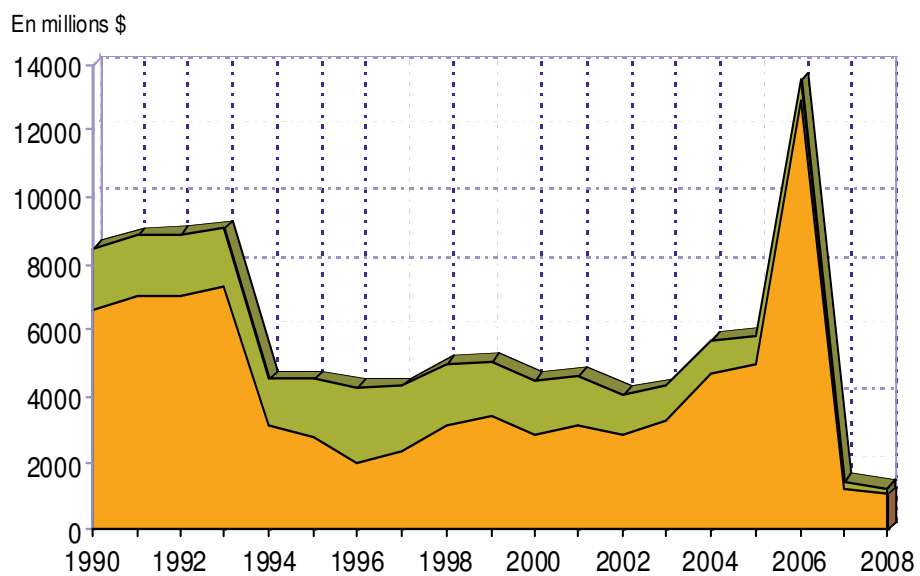
**GRAPHIQUE 9**

**ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T.  
PAR TYPE DE CREDITS**



**GRAPHIQUE 10**

**SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T**



Le pic de 2006 représente les remboursements anticipés de la dette

rapide jusqu'à 500 % de la quote-part. En effet, la nette détérioration de l'environnement des flux de capitaux est devenue de plus en plus évidente à partir du quatrième trimestre 2008.

#### IV.2.1 - Structure de la dette extérieure

Après une relative stabilisation de 2001 à 2003, autour de 22,5 et 23 milliards de dollars, l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes connaît une tendance baissière depuis l'année 2004, reculant à 16,485 milliards de dollars à fin 2005 puis à 5,062 milliards de dollars à fin 2006, à 4,889 milliards de dollars à fin 2007 et, enfin, 4,282 milliards de dollars à fin 2008.

#### Encours et structure de la dette extérieure à fin 2008

	2004	2005	2006	2007	2008
	(En milliards de dollars EU)				
Crédits multilatéraux	4,227	2,588	0,402	0,226	0,010
Émissions obligataires	0,000	0,000	0,100	0,100	0,100
Crédits bilatéraux	5,212	4,116	3,894	3,851	3,287
Crédits gouvernementaux directs	1,833	2,192	1,879	2,175	2,073
Créd. Acheteurs & Fourn. assurés	3,379	1,924	2,015	1,676	1,214
Crédits financiers	0,508	0,573	0,636	0,696	0,879
Crédits finan. & crédits-bails	0,402	0,152	0,101	0,276	0,405
Opérations de reprofilage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Financement d'acomptes	0,106	0,421	0,535	0,420	0,474
Crédits commer. non assurés	0,094	0,097	0,030	0,016	0,006
Crédits fournisseurs	0,094	0,097	0,030	0,016	0,006
Autres crédits	-	-	-	-	-
Crédits de rééchelonnement	11,370	9,111	0,000	0,000	0,000
Créanciers officiels	9,971	8,153	0,000	0,000	0,000
Autres créanciers	1,399	0,958	0,000	0,000	0,000
<b>Total dette à M. &amp; L. terme</b>	<b>21,411</b>	<b>16,485</b>	<b>5,062</b>	<b>4,889</b>	<b>4,282</b>
Total dette à court terme *	0,410	0,707	0,550	0,717	1,304
<b>Total dette extérieure</b>	<b>21,821</b>	<b>17,192</b>	<b>5,612</b>	<b>5,606</b>	<b>5,586</b>

\* D'une durée initiale d'une année et moins

L'encours de la dette extérieure totale n'est plus que de 5,586 milliards de dollars à fin 2008, à concurrence de 4,282 milliards de dollars au titre de la dette à moyen et long termes et de 1,304 milliard de dollars de dette à court terme (de durée inférieure à 12 mois). L'augmentation exceptionnelle de la dette à court terme, à 1,304 milliard de dollars contre 717 millions de dollars en 2007, est fortement corrélée à l'envolée des importations enregistrée en 2008.

Cet encours de la dette extérieure à moyen et long termes comporte depuis l'année 2000 une dette extérieure non garantie par l'Etat ou par un organisme public. Cette nouvelle catégorie de crédits a commencé à prendre de l'ampleur depuis 2003 et a atteint 1,160 milliard de dollars à fin 2008 contre 1,067 milliard de dollars à fin 2007. Il s'agit de dettes contractées par des entreprises privées, entièrement sous contrôle étranger, ayant procédé à des investissements directs en Algérie.

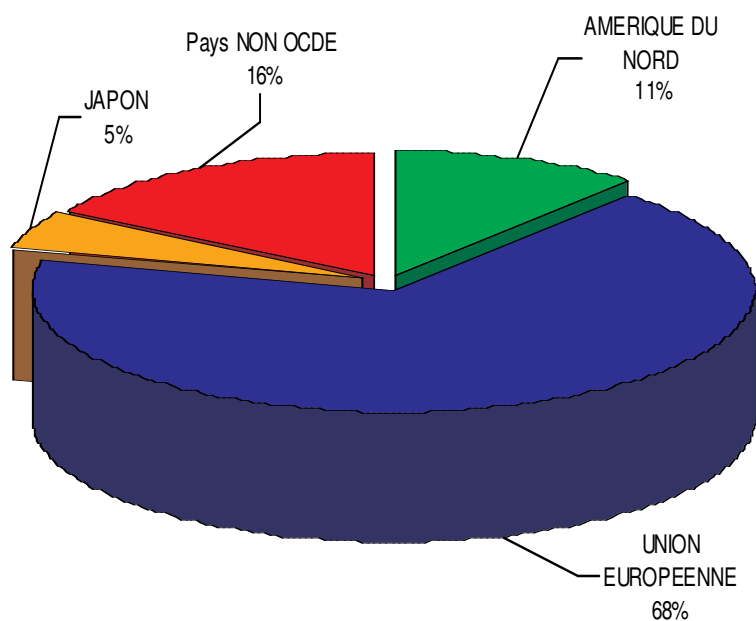
Après le remboursement total des crédits de rééchelonnement, la structure de l'encours de la dette à moyen et long termes par type de crédit, à fin 2008, montre une nouvelle tendance :

- les crédits bilatéraux représentent 77 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes et se répartissent entre les crédits commerciaux garantis (37 %) et les crédits gouvernementaux (63 %) ;
- les crédits financiers atteignent 979 millions de dollars à fin 2008 contre 796 millions de dollars à fin 2007, soit 22,9 % de l'encours de la dette à moyen et long termes contre 16,3 % à fin 2007, après avoir enregistré une hausse relativement significative depuis 2002 ;
- les crédits multilatéraux, quant à eux, ne représentent plus que 0,2 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes à fin 2008 contre 4,6 % à fin 2007, se répartissant entre les trois principaux créanciers : Banque Mondiale, Banque Européenne d'Investissement et le FIDA.

Par ailleurs, l'encours de la dette publique ou garantie par un organisme public ne représente plus que 1,315 milliard de dollars US, soit 31 % de l'encours de la dette extérieure à moyen

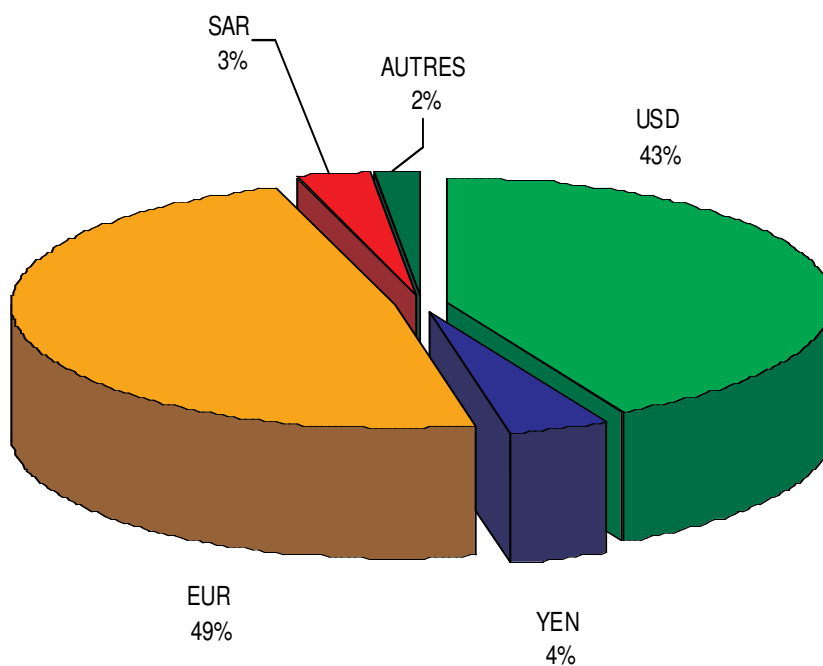
GRAPHIQUE 11

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE AU 31/12/2008



GRAPHIQUE 12

STRUCTURE DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T PAR DEVISE AU 31/12/2008



et long termes à fin 2008 suite aux opérations de remboursement par anticipation, contre 26 % en 2007.

#### **IV.2.2 - Evolution des mobilisations et du service de la dette**

Les mobilisations de crédits à moyen et long termes ont enregistré une baisse relative en 2008, de même que la part relative des mobilisations au titre de la dette privée non garantie (57 % en 2008 contre 60 % en 2007 et 67 % en 2006).

Si le montant des mobilisations a relativement baissé en 2008 par rapport aux années précédentes, passant de 650 millions de dollars en 2006 à 425 millions de dollars en 2007 puis à 406 millions de dollars en 2008, la structure des mobilisations a enregistré un changement et se présente comme suit :

- . les crédits financiers ont sensiblement augmenté en passant de 46 % du total des mobilisations en 2007 à 56 % en 2008 et constituent la part la plus importante des mobilisations de crédits extérieurs ;
- . les crédits bilatéraux reculent de 51 % en 2007 à 43 % en 2008 et ;
- . les crédits multilatéraux ne représentent plus que 1 % du total des mobilisations en 2008.

Pour l'année 2008, les principaux secteurs bénéficiaires des mobilisations des crédits sont : le secteur des transports et communication (42 %), le secteur financier (31 %), le secteur des services fournis aux entreprises (15 %) et le secteur du commerce avec (8 %).

En matière de service de la dette, l'année 2008 totalise 1,218 milliard de dollars, dont 1,067 milliard de dollars pour le principal avec 367 millions de dollars en remboursement par anticipation et 151 millions de dollars pour les intérêts. Un tel service de la dette ne représente plus, en terme de ratio de service, que 1,03 % en 2008, après un passage de 39,1 % en 1999 à 9,5 % en 2005 et à 2,26 % en 2007.

En particulier, le service de la dette à la charge du budget de l'Etat ne représente plus que 21 % du service total de la dette en 2008, après avoir atteint 85 % en 2006 lors des remboursements anticipés de la totalité de la dette rééchelonnée au Club de Paris et Club de Londres. Cependant, il est en hausse par rapport au taux (12 %) enregistré en 2007.

#### **IV.2.3 - Principaux ratios d'endettement**

Les principaux ratios d'endettement extérieur continuent de s'améliorer en 2008, témoignant de la bonne soutenabilité de la dette extérieure.

La structure de la dette par devises montre que les parts des principales devises composant la dette extérieure sont légèrement modifiées par rapport à celles de l'année 2007. Si la part du dollar est passée de 40 % en 2007 à 43 % en 2008, celles de l'euro et du yen japonais restent stables à 49 % et 4 %. Le DTS et les devises qui lui sont liées disparaissent quasiment dans la structure de la dette extérieure de l'Algérie tandis que les autres monnaies représentent 4 % en 2008.

Le taux de change du dollar s'est déprécié durant les premiers mois de l'année 2008, le cours euro/dollar était passé de 1,4715 à fin 2007 à 1,5799 à fin juin 2008 avant de revenir à des niveaux proches de ceux enregistrés à fin 2007 avec un cours de 1,4089 à fin 2008. Cette évolution a produit un effet de change positif pour l'Algérie qui a occasionné une baisse de l'encours de la dette de 66 millions de dollars. En revanche, elle a occasionné une perte de change de 38 millions de dollars sur le service de la dette extérieure.

Quant à la répartition de la dette à moyen et long termes, par taux d'intérêt (fixe versus variable), elle a subi une modification matérialisée notamment par une augmentation de la part à taux fixe qui est passée de 78 % en 2007 à 83 % en 2008. Aussi, le taux fixe moyen annuel de la dette à moyen et long termes pour l'année 2008 s'élève à 2,35 % contre 3,11 % en 2007.

En outre, pour l'année 2008 et après remboursements par anticipation, le délai moyen de remboursement de la dette à moyen et long termes restante est de 56 mois, soit environ cinq ans, tandis que la maturité moyenne s'élève à 76 mois (six ans).

Les autres indicateurs de la dette extérieure à moyen et long termes confirment la nette amélioration de la situation de l'endettement extérieur depuis le début des années 2000, à en juger notamment par :

- . le ratio encours de la dette/PIB continue de reculer en passant de 4,31 % en 2006 à 3,62 % en 2007 pour atteindre 2,51 % en 2008. La performance de l'année 2008 s'explique par l'augmentation du produit intérieur brut. Pour mémoire, ce ratio avait atteint un "pic" de 76 % en 1995, c'est à dire en période de rééchelonnement ;
- . le ratio service hors remboursements par anticipation/exportations de biens et services est tombé à 1,03 % en 2008 contre 2,26 % en 2007 ;
- . le ratio Intérêts/Exportations de biens et services suit une tendance baissière depuis 1995, à l'exception de l'année 1998 où il a atteint 17 % en raison de la forte baisse des exportations. Il chute à 1,06 % en 2006 puis à 0,33 % en 2007 pour atteindre 0,18 % en 2008 ;
- . le ratio encours de la dette/exportations de biens et services est de 5,2 % en 2008. Il ne cesse de s'améliorer depuis 1995, à l'exception de l'année 1998 caractérisée par le "choc" externe (chute des prix des hydrocarbures).

Il importe de souligner que le faible niveau de la dette extérieure à moyen et long termes (4,282 milliards de dollars) et le bas niveau du service de la dette extérieure, seulement 1,03 % des exportations des biens et services en 2008, témoignent clairement de la viabilité à moyen terme de la position financière extérieure de l'Algérie. Il s'agit là d'une performance historique, vu la gravité de la crise financière internationale et les besoins urgents et accrus de beaucoup de pays émergents et en développement en matière de financements extérieurs.



ERROR: syntaxerror  
OFFENDING COMMAND: --nostringval--

STACK:

(chap\_04\_08.qxd)  
/Title  
( )  
/Subject  
(D:20090725113931)  
/ModDate  
( )  
/Keywords  
(PDFCreator Version 0.8.0)  
/Creator  
(D:20090725113931)  
/CreationDate  
(ba)  
/Author  
-mark-